

pourrait s'étendre jusqu'au vendredi 17 décembre. En tout cas, "aujourd'hui et demain [mercredi 15 décembre], tout est fermé. Il n'y a peut-être qu'une seule cantine d'ouverte", explique Sylvie Lopez, de la CGT.

"Pas le temps de s'impliquer"

Elle déplore une cadence de travail infernale, doublée de "difficultés" grandissantes chez les enfants accueillis. "Il y a deux ans, nous sommes passés de 1 540 heures à 1 600 heures, et sans aucune augmentation de salaire. Les agents sont usés, fatigués. Nous voulons de la reconnaissance." Quant au jeune public, la syndicaliste explique qu'"il y a des enfants avec des particularités, comme l'autisme. Quand un agent a 20 enfants à gérer, et un atteint d'autisme par exemple, il n'a pas le temps de s'impliquer", poursuit la syndicaliste. Par ailleurs, elle évoque des problématiques autrefois inexistantes, à savoir la prise en charge d'"enfants de trois ans qui ne sont pas propres. Certains viennent avec des couches !"



Ils se disent "usés", par la charge de travail qu'ils récupèrent des collègues absents, et par le public, qui présente de plus en plus de difficultés.

[Grève à Saint-Étienne-du-Rouvray : une pétition qui exige le service minimum à la cantine](#)

Les demandes des agents de la Ville sont claires : de la reconnaissance, qui s'illustrerait par une augmentation des salaires, mais aussi de l'embauche massive, pour contrebalancer la "pénibilité" des missions quotidiennes. "Les personnels absents ne sont pas remplacés, ce sont les autres qui récupèrent la charge. On sait pourtant que des gens envoient leur CV, mais ils ne sont pas rappelés..." Les grévistes ont été reçus, lors de cette même matinée, par le maire du Grand-Quevilly, Nicolas Rouly.



Ils ont été reçus par le maire de la commune, Nicolas Rouly, qui fait état d'un certain nombre de points sur lesquels il sera possible d'avancer, en 2022.

Des métiers qui peinent à trouver des candidats

L'élue rappelle qu'"une grande partie" des points soulevés par les animateurs "relèvent d'une législation nationale", sans toutefois nier "une action locale possible". "Les échanges [avec les personnels] ont été constructifs. Nous partageons une grande partie des constats faits par les animateurs en question, et nous réfléchissons à comment les maires peuvent relayer les revendications à destination des pouvoirs publics", détaille Nicolas Rouly. Il fait état d'un ensemble de professions qui "s'est développé dans un timing très différent, d'une commune à une autre", mais dont les acteurs méritent aujourd'hui d'être reconnus comme "des agents du service public indispensables".

Aussi, le maire est favorable à l'émergence de "vraies filières, avec de vraies formations", pour ces salariés dont "les profils doivent correspondre aux exigences de sécurité". À l'échelle de la commune, le budget consacré aux formations est passé de 70 à 100 000 euros en 2022, et une partie sera injectée pour améliorer l'accueil des enfants en situation de handicap. Côté rémunération, "des améliorations sont à envisager", avec "un certain nombre de chantiers actés, sur lequel nous pouvons avancer en 2022".

Enfin, sur le sujet du recrutement, Nicolas Rouly indique que la Ville, comme ailleurs, peine à trouver des candidats. "Nous sommes dans le registre du service à la personne. Que ce soit pour les enfants ou les personnes âgées, ces métiers sont en tension. Il n'y a plus autant de volontaires que par le passé."